

Pour empêcher les populations de se soulever contre leur régime

Les émergents répandent la terreur le pays !

Après sept ans de règne sans partage, marqué par une violence inouïe, les émergents ne peuvent plus convaincre leurs concitoyens sur leur détermination à s'élever au rang de gestionnaire de tous les Gabonais. S'il est dorénavant connu de tous que l'enfant-roi est un trouillard – on l'a vu prendre la fuite samedi dernier – les méthodes qu'il utilise pour semer la peur ne surprennent plus, à l'instar de la récente « Opération nguéné » inventée de toute pièce, pour empêcher un soulèvement populaire.

Carole Moussavou

Depuis le 08 juillet, alors que le climat politique est tendu, à cause de l'entêtement d'Ali Bongo à vouloir rempiler pour un deuxième mandat, une note signée du général de corps d'armée Auguste Roger Bi-



Les hommes en armes vont-ils à nouveau accompagner la forfaiture ?

baye Itandas et qui a fuité, vient renseigner l'opinion nationale sur des probables attentats à commettre par « des groupes terroristes, (...) visant à déstabiliser notre pays et particulièrement la ville de Libreville ». Ce qui explique, aujourd'hui, la présence massive des éléments des Forces de l'ordre dans toutes les zones de la capitale gabonaise.

Sauf qu'en considérant de près

cette manœuvre, on se rend compte qu'on est purement et simplement dans une opération de musèlement, visant à semer la psychose sur la population et permettre à Ali Bongo de gérer en toute tranquillité l'acte 1 de son passage en force, à savoir la validation de son tumultueux dossier de candidature. Sinon, comment expliquer que des soupçons de déstabilisation du Gabon n'inter-

viennent que lorsque le pouvoir en place est menacé par une révolte de la population ?

Sans être naïf, on se souvient tous qu'au mois de mai 2015, deux jours après le démarrage d'une vaste opération de sécurisation du pays par l'armée, une cache d'armes avait été découverte dans une île non habitée au nord de Libreville. Les caisses sitôt débarquées sur le rivage avaient été ouvertes en présence des ministres de la Défense, de l'Intérieur et de la Justice. Par la même occasion, Sidonie Flore Ouwé, alors procureur de la République, s'était fendue d'une prestation magistrale à la RTPDG pour informer les Gabonais des menaces de guerre qui guettaient le pays : « une cache d'armes composée de kalachnikovs, des mitrailleurs, des pistolets automatiques individuels, des lance-roquettes, des grenades à main, des mortiers et des munitions de diverses armes a été trouvée. Nous avons ordonné l'ouverture d'une enquête pour être édifiés sur les propriétaires de ces armes et la provenance desdites armes ». Un an après, cette enquête publiquement ouverte n'a jamais débou-

ché sur des résultats. Et on sait que la période de cette soudaine découverte coïncidait avec le début des funérailles d'André Mba Obame, dont le décès avait déjà provoqué des violences dans la capitale.

On comprend aisément que la présente « Opération nguéné » va en droite ligne avec les méthodes utilisées par le pouvoir d'Ali Bongo pour semer à nouveau la peur et la terreur dans tout le pays. A travers ce déploiement des forces de première et deuxième catégories, sur l'ensemble du territoire national, on y voit une manœuvre politicienne de plus. Mais il est à savoir que, dans ce moment décisif pour la libération du Gabon, les adeptes de l'alternance ont en partage une conviction : la terreur et la peur que veulent instaurer les partisans de l'immobilisme politique n'auront pas raison du désir de vivre libre et debout.

Au-delà de la vigilance et des mesures de sécurité absolument nécessaires, le Gabon n'a pas besoin de cette théâtralisation des attentats pour davantage bâillonner le peuple. Trop tard mon général !!!

De la Marina à la Baie des Rois